Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article1681

"Le Monde", France Télécom et nous...

- Édito -

Date de mise en ligne : lundi 14 juin 2010

Rencontres Sociales

Copyright © Rencontres Sociales

Rencontres sociales, qui a repris -pour partie- un projet du Monde Initiatives et rassemble plusieurs des anciens actionnaires d'Economie sociale de ce titre, ne peut demeurer sans un regard pour "le grand quotidien du soir".

Le Président de la République s'est cru autorisé de convoquer les responsables du Monde pour exercer une pression dans le choix du partenaire capitalistique de référence de l'entreprise de presse. Nous ne pouvons que nous étonner de la faiblesse des réactions des autres medias et du monde politique et social devant ce que l'on a du mal à ne pas qualifier de chantage.
Si l'Etat intervient dans le soutien aux imprimeries de presse, c'est (ou ce devrait être) au nom de l'intérêt général et non de la politique du Gouvernement ou d'intérêts politiques personnels dans une campagne présidentielle ouverte.
Pour appuyer son intervention, le Président agit aussi à travers France Télécom / Orange dont il a récemment fait désigner un de ses proches comme dirigeant (sans évoquer l'ex-ministre de la Culture et de la Communication nommée dir'com de cette entreprise).
Ceci dans un contexte où, comme nous l'apprend la CFE-CGC, France Télécom -en situation de perte- a dû emprunter pour payer un dividende, insolite, à ses actionnaires au premier rang desquels l'Etat. Et pendant ce temps, comme le souligne le Cabinet Technologia la situation demeure préoccupante dans l'entreprise quant aux suicides et situations de stress, c'est à dire de la violence managériale.

Sommes nous loin, en évoquant ces questions, de notre sujet, c'est à dire de l'Economie sociale et du mouvement syndical ? Nous ne le pensons pas.
A l'heure d'un débat important, et qu'il s'agit d'approfondir, sur les formes futures de notre économie mais plus encore de notre société entière, la question du pluralisme de l'information est cruciale. Il est de plus en plus mis en cause.
Mais se pose, plus encore peut être, la question, la clarification des rapports entre Intérêt général, Etat et intérêts croisés des gouvernants et des grands groupes financiers. Tout semble aujourd'hui dicté par ses derniers.
Et enfin celle de la domination actionnariale dans les entreprises fussent-elles des entreprises publiques. La transformation/privatisation de celles-ci a accentué la perte de substance de la notion de propriété indivise des citoyens qui était le fondement de celles-ci (cf. notre dernier "édito"). N'y a-t-il pas place pour d'autres logiques remettant les citoyens, les salariés, les entrepreneurs refusant le diktat financier, au coeur du système ?

Copyright © Rencontres Sociales